

EIDGENOESSISCHES DEPARTEMENT FUER  
AUSWAERTIGE ANGELEGENHEITEN

Bern, den 22. November 1982

Informations- und Pressedienst

Vertraulich

i.A.22.14.7.3. - FM/sv

T e l e g r a m m (CH)

Wochentelex 47/82

Visite MRE Cheysson (18 - 19.11.1982) dans cadre consultations annuelles franco-suissees au niveau ministériel: Entretiens avec CFA se sont déroulés dans esprit amical, ouvert et objectif. Problèmes bilatéraux ont occupé moitié 3 heures de discussions. Cheysson s'est attaché à situer diverses mesures restrictives françaises en matière commerciale dans crise économie mondiale (qu'il qualifie d'angoissante) et problèmes économiques France (déficit commerce extérieur de l'ordre de 80 à 100 milliards FF en 1982). A précisé qu'elles ne visaient pas particulièrement Suisse. CFA a fait tour d'horizon complet difficultés bilatérales franco-suissees, en particulier tendance au protectionnisme, tracasseries douanières, droit d'escale pour navires plaisance. Pour problèmes découlant mesures protectionnistes, administrations compétentes poursuivront négociations, notamment groupe travail pharmaceutique qui se réunira 13.12.1982. Côté français s'est engagé à intervenir sur tous cas de tracasseries douanières que Suisse signalera; a reconnu que droit d'escale était discriminatoire pour bateaux suisses et laissé entendre que pourrait être prochainement aboli. Echange de vues sur situation internationale s'est concentré sur CSCE, relations Est-Ouest dans optique situation Pologne et succession Brejnev, ainsi que sur Proche-Orient. Deux délégations partagent désir voir processus CSCE se poursuivre et déboucher sur document amendé équilibré, reflétant véritablement état actuel relations Est-Ouest, ainsi que sur tenue conférence européenne désarmement dont première phase consacrée à mesures de confiance. Cheysson ne se fait pas d'illusions quant à véritable libéralisation en Pologne. Mise en liberté Walesa traduit solidité système. Dès lors, question se pose quant au comportement qu' Occident devrait adopter après réalisation, purement formelle, des conditions posées pour reprise dialogue. Suite mort Brejnev, Ministre français pense que ce sont moins changements en URSS, de toute manière très lents, que modifications d'attitude chez des pays tiers (USA, Chine, etc.) qui seront intéressants à observer. Au Proche-Orient, France désire asseoir pouvoir Gemayel et considère évacuation Liban par toutes forces étrangères comme priorité urgente. Constate néanmoins que discussions à ce sujet sont bloquées, Begin demeurant intransigeant et administration américaine apparaissant pas en mesure amener Israël à changer de politique. En mar discussions visite d'Etat en Suisse Président Mitterrand (prévue pour prin-



temps 83) a été évoquée. Cheysson a par ailleurs eu entretien de courtoisie avec Président Confédération, au cours duquel ont notamment été évoquées conférence ministérielle GATT, situation économique mondiale, politique commerciale France et relations avec Tiers Monde.

CSCE: Réunion Madrid a repris 9.11. après 8 mois interruption dans climat politique défavorable, notamment à la suite liquidation syndicat Solidarité. Positions de départ étaient fortement divergentes: URSS et pays de l'Est prêts à reprendre négociation document RM 39 des N+N là où avait été laissée en février; Occidentaux, pour rallier USA qui d'abord envisageaient refus total de discuter, ont introduit quinzaine amendements qui modifient sensiblement, surtout dans domaine droits de l'homme, équilibre RM 39 (3 principaux amendements portent sur domaines suivants: a) cessation brouillage radio; b) autorisation et soutien groupes surveillance application Accords d'Helsinki; c) respect libertés syndicales); N+N, pour leur part, prêts à examiner ces amendements et, en ce qui concerne Suisse, à les examiner même favorablement. Initiative occidentale a en effet mérite mettre à jour un RM 39 qui doit être refaçonné, car reflète situation antérieure au coup d'Etat polonais décembre 1981 et ne saurait donc s'appliquer à situation actuelle, tant est vrai que document politique international n'a de valeur que si porte marque de son temps. Selon notre propre analyse, confirmée par déroulement premières réunions groupe rédaction, positions occidentales et orientales paraissent difficilement conciliables et on s'achemine probablement vers blocage travaux. Ce blocage devrait surgir vraisemblablement au cours premiers mois 1983. Faudrait alors repenser ensemble situation et sérieusement envisager à ce moment-là solutions alternatives qui devraient assurer au moins conclusion réunion Madrid sur note positive et poursuite processus. Si toutefois, à la suite changement direction en URSS, réchauffement sensible relations Est-Ouest devait se produire ces prochains temps, on pourrait alors à nouveau envisager adoption document substantiel et équilibré du type RM 39 qui inclurait essentiel des amendements occidentaux.

## Teil II

Adhésion ONU: Commission ad hoc Conseil national, à laquelle s'est jointe Commission affaires étrangères Conseil des Etats, a poursuivi 15.11. hearings avec Jeanne Hersch, Professeur, "Idée qu'on se fait du rôle de la Suisse à l'ONU", et Brian Urquhart, Secrétaire général adjoint ONU, "Maintien de la paix par l'ONU: possibilités et limites". Sénateur Patrick Moynihan s'est désisté dernier moment raison maladie. Pour J. Hersch, forum ONU est indispensable, mais adhésion fait courir risques à notre neutralité et pourrait diviser peuple suisse. Il ne vaut la peine de prendre tels risques que si nous avons conception claire du rôle que voulons jouer (qui ne soit pas une manière de passer

inaperçus). Suisse membre devrait suivre politique cohérente et conforme sa vocation - avec inconvénients que cela pourrait entraîner, par exemple sur plan économique. Débat animé a montré que majorité parlementaires ne partageait pas craintes J. Hersch et jugeait Message suffisamment explicite à ce sujet. B. Urquhart a exposé avec sobriété et réalisme objectifs, actions et succès de l'ONU. Pour lui, pays neutres ne rencontrent pas de difficultés particulières en raison leur statut. Questions parlementaires ont porté plus sur problèmes spécifiques de la Suisse que sur activités ONU. Commission se réunira 8.2. et pourrait achever travaux à cette date, selon son président Walter Renschler. Conseil national pourrait alors être saisi de l'affaire lors session mars ou juin.

UNO-Finanzierung Sektor Wissenschaft und Technik im Dienste der Entwicklung:  
 UNO-Konferenz für Wissenschaft und Technik im Dienste der Entwicklung (Wien 1979) beschloss unter anderem Schaffung im Rahmen UNO eines langfristigen Systems zur Finanzierung Sektors Wissenschaft und Technik. Da Verhandlungen bis heute nicht zum Ziele führten, beauftragte UNO-Generalsekretär Kanadier Maurice Strong mit einer Mission hauptsächlich bei potentiellen Geberländern. Strong führte am 16.11. in Bern Besprechungen mit Staatssekretär Probst und zuständigen Diensten DEH, DIO und BAWI. Schweiz bereit, an Finanzierung mitzuwirken, wenn - um Doppelspurigkeiten zu vermeiden - befriedigender Einbau des Systems ins UNDP verwirklicht werden kann (G77 möchte von UNDP unabhängige Institution schaffen) und ein repräsentativer Teil der DAC-Länder mitmacht.

UIT - Bevollmächtigtenkonferenz (Nairobi, 28.9. - 6.11.82): Schweizer Delegation unter Leitung von PTT-Generaldirektor Trachsel. EDA vertreten durch Minister Manz, der sich mit politischen Fragen befasste und auch WEOG präsiidierte. UIT-Konferenz kommt besondere Bedeutung zu, da sie nur selten tagt (letzte 1973 in Malaga-Torremolinos, nächste 1989 in Nizza) und jedesmal neue Konvention ausarbeitet (Bestrebungen zur Erarbeitung bleibender Satzung sind im Gange). Konvention von Nairobi wurde durch 131 Delegationen - darunter diejenige der Schweiz, welche auch Liechtenstein vertrat - unterzeichnet. Konferenz weitgehend verpolitisiert. Durch Araber verlangter Ausschluss Israels von allen Konferenzen (und damit "walk-out" USA) konnte verhindert, d.h. Resolution auf verbale Verurteilung beschränkt werden. Auch Vollmachten Israels wurden akzeptiert. Bereits seit Jahren (Montreux 1965, Malaga-Torremolinos 1973) geltender Ausschluss Südafrikas von Konferenzen demgegenüber bestätigt (69 Ja, 26 Nein [geschlossene WEOG, ohne Griechenland], 4 Enthaltungen). Namibia, vertreten durch UN-Rat für Namibia, wurde durch Konsens (Vorliegen "wahren" Konsens zwar durch Mitglieder Kontaktgruppe Namibia bestritten, wie im Falle IAEA) als Vollmitglied aufgenommen, wobei Zeitpunkt (sofort oder bei Inkrafttreten neuer Konvention 1984) - offenbar bewusst - im Dunkeln gelassen wurde. Konferenz beauftragte Verwaltungsrat, über Vergrößerung Sitzgebäudes in Genf (Bedürfnis bis 2000) zu befinden und akzeptierte für 1983 Budget von Fr. 82 Mio (Zunahme 10%. Erster Vorschlag mit Zunahme von über 20% erfolgreich bekämpft). Konferenz wählte - als Nachfolger von Mili (Tunesier, der sich erneut bewarb und geschlagen wurde) - den Australier Richard Butler (bisher Stv GS) zum neuen Generalsekretär und Jean Jipguep (Kamerun) zum Vizegeneralsekretär sowie neuen Verwaltungsrat von (erstmalig) 41 Mitgliedern (darunter die Schweiz). Bestrebungen Entwicklungsländer, UIT zu einer reinen Organisation technischer Zusammenarbeit umzufunktionieren, konnten weitgehend neutralisiert und Status quo erhalten werden. Brunner

AFFETRA

EIDGENOESSISCHES DEPARTEMENT  
FUER AUSWAERTIGE ANGELEGENHEITEN

3003 Bern, den 22. November 1982

Informations- und Pressedienst

~~1.A.22.14.7.3. - FM/sv~~

Interne Verteilerliste

Betrifft: **Wochentelex 47/82**

---

Bundesrat Aubert		CFA
Sekretäre Chef EDA	Fräulein Krieg	KR
	Herr Erard	ER
Politischer Direktor	Botschafter Probst	PRO
Chef Sekretariat pol. Direktor	Frl. Bauty	BY
Sekretariat pol. Direktor	Frau Stebler	W 156
Rechtsberater	Botschafter Monnier	MX
	Herr von Arx	AX
Protokoll	Botschafter Kaufmann	KH
Politisches Sekretariat	Botschafter Ritter	RR
	Herr Dreyer	DD
Politischer Dokumentationsdienst	Herr Schmalz	SZ
		W 338
Finanz- und Wirtschaftsdienst	Minister Zwahlen	ZW
	Herr Hulliger	HG
Politische Direktion		
Politische Abteilung I	Botschafter	
	Herr Schenk	SBL
	Herr Fetscherin	
	Herr Bodenmüller	BOD
Politische Abteilung II	Botschafter Hugentobler	HTR
	Herr Ramseyer	RY
Sektion für konsularischen Schutz	Herr Heinis	HI
Auslandschweizerangelegenheiten	Minister Leippert	LT
Fremde Interessen	Herr Ghisler	GH
	Kanzlei	G 14
Direktion für Internationale Organisationen	Botschafter Brunner	
	Herr de Riedmatten	RD

./.

Sektion Vereinte Nationen und internationale Organisationen	Fräulein von Grünigen Herr Mayor, Sektionschef	GR MAY
Sektion internationale wissenschaftliche Angelegenheiten	Herr Creola	CRE
Sektion für kulturelle und UNESCO-Angelegenheiten	Herr Weiersmüller	WE
Sekretariat der nationalen schweiz. UNESCO-Kommission	Herr Müller	MO
Direktion für Völkerrecht	Botschafter Diez Herr Stettler Minister Krafft	DZ STR KT
Sektion Völkerrecht	Herr Reimann	REI
Sektion Entschädigungsabkommen	Frau Pauli	PS
Sektion Staatsverträge	Herr Rubin	RC
Sektion Landesgrenze und Nachbarrecht	Herr Dubois	DS
Sektion Verkehr	Herr Hollenweger	HW
Generalsekretariat	Botschafter Glesti Herr Baumgartner	GLS BAG
Allgemeine Angelegenheiten und Personalausbildung	Herr P. Friedrich	FI
Personalsektion	Herr Indermühle Herr Killias	IND/FZ/HLD KC
Sektion Verwaltungsinspektion und konsularische Angelegenheiten	Herr Sunier	SQ
Kuriersektion	Herr Scheurer	SR
Direktion für Entwicklungszusammenarbeit und humanitäre Hilfe DEH	Botschafter Heimo Herr Wilhelm Herr Leuzinger Herr Greber Hr. Giovannini/Hr. Högger	HH WM LP GRE GI/HL
Delegierter für Katastrophenhilfe im Ausland	Herr Blaser	BL
Sektion Internationale Hilfswerke	Herr Klöti	KLE
Integrationsbüro EDA/EVD	Herr Girard	Gi

1 Ex. an: Délégation suisse près l'AELE, Genève + 1 Ex. Mission permanente  
35 Ex. an: Bundesamt für Aussenwirtschaft, Bundeshaus Ost, Büro 81  
(vom Wochentelex 24 Ex.)

EIDGENOESSISCHES DEPARTEMENT FUER  
AUSWAERTIGE ANGELEGENHEITEN

3003 Bern, den

22. November 1982

Informations- und Pressedienst

Sa 22. Nov. 82 18

1.A.22.14.7.3.- FM/sv

V E R S A N D L I S T E

Betrifft: Wochentelex 47/82

DIPLOMATISCHE VERTRETUNGEN

Abidjan	Guatemala	Panama
Addis Abeba	Hanoi	Panmunjom
Akkra	Havanna	Paris
Algier	Helsinki	Paris / OECD
Amman	Islamabad	Paris / UNESCO
Ankara	Jakarta	Peking
Asuncion	Kairo	Prag
Athen	Khartoum	Pretoria
Bagdad	Kigali	Quito
Bangkok	Kinshasa	Rabat
Beirut	Kopenhagen	Rom
Belgrad	Kuala Lumpur	Salisbury
Berlin / DDR	Kuwait	San José
Bogota	Lagos	Santiago de Chile
Bonn	La Paz	Singapur
Brasilia	Lima	Sofia
Brüssel	Lissabon	Stockholm
Brüssel / Mission	London	Strassburg / Europarat
Budapest	Luanda	Söl
Buenos Aires	Luxembourg	Tananarive
Bukarest	Madrid	Teheran + Fremde Interessen
Canberra	Manila	Tel Aviv
Caracas	Maputo	Tokio
Colombo	Mexico	Tripolis
Conakry	Monrovia	Tunis
Dacca	Montevideo	Warschau
Dakar	Moskau	Washington
Damaskus	Nairobi	Wellington
Dar es Salaam	New Delhi	Wien
Den Haag	New York / UNO	Yaoundé
Djeddah	Oslo	Genf / UNO / OI
Dublin	Ottawa	

GENERALKONSULATE:

~~Hong-Kong~~  
Mailand  
München  
~~New York~~  
~~Frankfurt~~

96 Vertretungen  
+ 5 Generalkonsulate

=====

101 Vertretungen total

=====

EIDGENOESSISCHES DEPARTEMENT FUER  
AUSWAERTIGE ANGELEGENHEITEN  
Informations- und Pressedienst

3003 Bern, den 22. November 1982

VERTRAULICH

i.A.22.14.7.3. - FM/sv

T E L E G R A M M (CH)

Wochentelex 47/82

a) an die diplomatischen Vertretungen in:

- Ankara	- Dublin	- Oslo
- Bagdad	- Helsinki	- Paris (auch OECD)
- Bangkok	- Jakarta	- Peking
- Belgrad	- Kairo	- Prag
- Bonn	- Lissabon	- Pretoria
- Brasilia	- London	- Rom
- Brüssel (Botschaft + Mission)	- Luxemburg	- Santiago de Chile
- Buenos Aires	- Madrid	- Stockholm
- Canberra	- Mexiko	- Teheran
- Caracas	- Moskau	- Tokio
- Dar es Salaam	- New Delhi	- Warschau
- Den Haag	- New York/Swissobser	- Washington
	- Ottawa	- Wien

b) mit Kurier an alle übrigen diplomatischen Vertretungen sowie an die Generalkonulate in Mailand, München und auch an die Delegation in Panmunjom.

c) an die Direktionen, Abteilungen und Dienste der Zentrale zur Information.

d) an das Bundesamt für Aussenwirtschaft (BAWI) und das Integrationsbüro des EDA/EVD.